

## Communiqué de presse

### **Le Rapport Pronovost offre un point d'appui très important à la mobilisation citoyenne autour d'une nouvelle vision de l'agriculture**

(Montréal, UQAM, 25 février 2008) Tous les citoyens, citadins, ruraux et néoruraux sont interpellés pour participer aux changements préconisés par le Rapport Pronovost et pour façonner ainsi l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois.

À la suite d'une lecture attentive du Rapport Pronovost, des 49 recommandations formulées et de ses documents complémentaires annexés, l'équipe de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement applaudit les voies de changement que les commissaires ont indiquées et qui sont de nature à favoriser le virage qui s'impose au Québec. Au-delà des balises qui permettront de mieux encadrer l'agriculture industrielle, le Rapport Pronovost offre de nombreuses pistes pour favoriser une agriculture de proximité, écologiquement et socialement responsable: il s'agit de placer le Québec dans une position avant-gardiste en matière de souveraineté alimentaire.

Nous accueillons notamment avec intérêt les recommandations relatives à l'environnement et à la santé, qui mettent en évidence les implications sociales de l'agriculture. En particulier, les commissaires ont reconnu la nécessité que « le développement du territoire rural soit planifié selon un mode de gestion favorisant la participation des citoyens à l'échelle locale et régionale et dans une optique d'occupation dynamique du territoire » Les commissaires ont également reconnu l'importance de l'approche par bassin versant adoptée par la politique de l'eau au Québec, et recommandent d'accorder un financement adéquat aux organismes de bassin versant. Ce financement permettrait de soutenir la dynamique participative qui caractérise un tel mode écosystémique de gestion de l'eau

Nous soulignons également la pertinence de la recommandation concernant l'instauration

d'une « procédure allégée d'évaluation des impacts environnementaux pour les projets se réalisant en milieu agricole qui soulèvent des enjeux relatifs à la protection de l'environnement ou à la cohabitation » ; il est suggéré « que le certificat d'autorisation du projet ne soit pas délivré avant que ces travaux d'évaluation soient complétés. » Or une telle procédure devra faire appel à la participation citoyenne et non pas se limiter à une évaluation d'« experts ».

C'est à notre avis, en impliquant les citoyens tout au long du processus d'évaluation des projets de développement de l'agriculture qu'ils seront en mesure de mieux en comprendre la complexité, de saisir les défis que vivent les agriculteurs dans le contexte actuel de la mondialisation des marchés, et d'envisager des modes de consommation solidaire. À leur tour, les agriculteurs pourront saisir les attentes de leurs concitoyens et mettre en œuvre des projets qui répondent aux attentes sociales vers une agriculture mieux intégrée dans un développement de type biorégional. Nous croyons que le dialogue favorisé par une meilleure participation citoyenne au sein des communautés est de nature à créer un esprit de solidarité régionale porteur de créativité et d'innovation.

L'équipe de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement est confiante que les citoyens deviendront des alliés solidaires des producteurs agricoles s'ils sentent que leurs points de vue sont entendus et que leurs attentes environnementales, sanitaires, culturelles et sociales sont prises en compte. Il ne saurait donc y avoir que des spécialistes en agronomie et en économie agricole pour redéfinir l'agriculture québécoise. Le virage vers une agriculture écologique et socialement responsable doit permettre un dialogue entre différents types de savoirs, tant ceux de spécialistes universitaires de divers champs, que ceux de leaders locaux et régionaux engagés dans des problématiques ou projets du secteur agro-alimentaire, et ceux des citoyens qui vivent au quotidien les réalités des milieux ruraux ou qui sont préoccupés de sécurité alimentaire. D'où l'importance d'une éducation relative à l'environnement axée sur la dimension politique des questions agro-alimentaires et sur les fondements et pratiques de l'écocitoyenneté.

Nous appuyons enfin la Commission qui propose au gouvernement du Québec de présenter sans tarder un plan de mise en œuvre des 49 recommandations. Notre agriculture est plus qu'une affaire économique. C'est une pièce maîtresse de l'occupation du territoire québécois, qui définit notre mode de vie, notre santé, nos particularités régionales et qui contribue à notre identité culturelle unique en Amérique du Nord.

-

Ces questions sont d'un intérêt crucial à la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement, où les travaux actuels sont axés sur la santé environnementale, plus spécifiquement sur le rapport à l'alimentation et à l'eau, tant au Québec qu'en Amérique latine. Le thème de l'alimentation responsable sera abordé de façon toute particulière dans le cadre du Congrès mondial d'éducation relative à l'environnement que co-organise l'équipe de la chaire, et qui aura lieu à Montréal, en mai 2009

-30-

Pour informations supplémentaires :

Mme Lucie Sauvé, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en éducation relative à l'environnement

514-987-3992

Denise Proulx, chercheure en sociologie de l'environnement

450-623-0565